

Le mécontentement des étudiants contre Parcoursup s'est "matérialisé en engagement" (Lilâ Le Bas)

8-10 minutes

"Le mécontentement des étudiants [contre la loi ORE] s'est matérialisé en engagement, notamment au sein de l'Unef", qui a "enregistré plus d'adhésions qu'à la rentrée dernière", assure sa présidente, Lilâ Le Bas, lors d'une interview à AEF info, fin octobre 2018. Comparé aux précédentes élections étudiantes - où l'Unef avait perdu un siège au Cneser et un siège au CA du Cnous -, elle estime que les prochaines échéances électorales interviennent dans un "contexte très différent", "en début de quinquennat, avec des perspectives de réformes plus importantes". "Nous pensons donc que nous pourrions rassembler plus fortement les étudiants", dit-elle, préférant cependant ne pas faire de pronostics sur les résultats. Autres sujets évoqués : le renforcement de la présence de l'Unef sur les réseaux sociaux, lui permettant de toucher "au-delà" du réseau militant, et l'aide globale d'autonomie.



Lilâ Le Bas, présidente de l'Unef.

AEF info : La fin de l'année 2018 et l'année 2019 vont être rythmées par les élections étudiantes ([lire sur AEF info](#)). Quelle est la stratégie de l'Unef et quels résultats attendez-vous, alors qu'en 2017, votre organisation avait perdu un siège au Cneser ([lire sur AEF info](#)) et un élu au CA du Cnous ([lire sur AEF info](#)) ?

Lilâ Le Bas : Ces élections étudiantes interviennent dans un contexte très différent des dernières, puisque nous sommes en début de quinquennat, avec des perspectives de réformes plus importantes. Nous pensons donc que nous pourrions rassembler plus fortement les étudiants. Nous voulons faire de ces élections un vrai temps de discussion sur les sujets qui concernent les étudiants, de l'accès à l'université à la santé en passant par les aides sociales. Dans cette perspective, nous rassemblons nos sections locales pour discuter avec elles. Nous avons aussi

développé des outils en ligne pour créer des sections locales. Il est trop tôt pour dire quels résultats nous pouvons espérer, d'autant que certains éléments comme la fusion des Crous de Normandie d'une part, et de Besançon et Dijon, d'autre part, auront une influence sur les résultats, puisque le nombre de sièges est divisé par deux.

AEF : Pensez-vous que votre mobilisation contre la loi ORE et Parcoursup aura un impact sur les votes en faveur de l'Unef aux élections étudiantes ?

Lilâ Le Bas : La loi ORE a été adoptée, Parcoursup a été mis en place et nous aurions donc pu nous attendre à de la résignation de la part des étudiants, comme cela a pu être le cas après les mobilisations contre la loi Travail. Mais le mécontentement des étudiants s'est matérialisé en engagement, notamment au sein de l'Unef. Nous avons en effet fait une bonne rentrée, puisque nous avons enregistré plus d'adhésions qu'à la rentrée dernière. Des personnes nous contactent également pour créer des sections sur les sites délocalisés ou dans d'autres cursus comme en Lorraine ou en BTS. La difficulté est que les taux de participation aux élections restent bas et nous œuvrons pour faire prendre conscience aux étudiants de l'importance du vote. Mais il n'y a pas de recette magique.

AEF info : Dans une précédente interview à AEF info, vous parliez de la nécessité pour l'Unef de se transformer afin de toucher plus de jeunes ([lire sur AEF info](#)). Quels changements avez-vous mis en œuvre depuis ?

Lilâ Le Bas : L'une des grandes transformations que nous avons menées concerne notre présence sur internet et les réseaux sociaux : nous organisons des live sur Facebook afin de répondre aux questions des étudiants, nous avons lancé notre nouveau site, nous postons systématiquement sur Twitter et Facebook des photos de notre présence lors de manifestations, afin que les jeunes comprennent ce que nous faisons, nous voient sur le terrain ; nous avons aussi lancé la campagne SOS inscription. Nous essayons d'être plus visibles et plus accessibles afin que les étudiants qui en ressentiraient le besoin puissent se tourner vers nous. Cela a eu un vrai impact, notamment concernant Twitter : là où avant nos tweets touchaient essentiellement le réseau militant, nous voyons que désormais nos publications ont un impact bien au-delà.

AEF info : Allez-vous continuer de vous mobiliser contre Parcoursup et par quels moyens ?

Lilâ Le Bas : Nous devons nous réunir avec l'intersyndicale afin de faire le bilan des actions déployées jusqu'ici. Nous verrons en temps voulu si nous appelons à manifester ensemble, sur d'autres sujets également : la mise en place de l'arrêté licence et notamment la question de la compensation et du rattrapage, le budget 2019, qui n'est pour nous pas satisfaisant, l'ordonnance sur la politique de site, à laquelle nous nous opposerons de toutes nos

forces car elle met durablement en danger le modèle universitaire. Nous avons appelé à manifester le 9 octobre dernier et à Paris, des centaines de jeunes ont rejoint le cortège. Nous pouvons aussi imaginer d'autres formes de mobilisation comme des *sit-in*, des pétitions.

AEF info : Lors de la présentation du plan étudiant, le gouvernement avait annoncé une réflexion sur la création d'une aide globale d'autonomie, et cette dernière fait partie des priorités du MESRI, selon le plan de transformation de l'action publique présenté le 29 octobre dernier ([lire sur AEF info](#)).

Comment avance ce sujet ?

Lilâ Le Bas : Depuis la présentation du Plan étudiant en octobre 2017, cette aide ne semblait plus être sur la table, puisqu'aucune concertation n'avait été ouverte. C'est pourtant un sujet qui est prioritaire pour nous, car l'Unef demande depuis plusieurs années un changement des critères d'attribution des bourses et surtout la création d'une allocation d'autonomie permettant aux étudiants d'être autonomes. Comme le montrent nos études sur le coût de la vie étudiante, la précarité des jeunes est une réalité, même si la ministre voit ces publications comme des "tracts politiques" ([lire sur AEF info](#)). Nous avons d'ailleurs été étonnés de cette réponse, car nous pensions justement ouvrir la porte à la discussion sur les conditions de vie des étudiants.

La difficulté avec le gouvernement actuel est que nous n'avons pas le temps d'installer des sujets syndicaux dans la durée et d'en faire la pédagogie auprès des étudiants. C'est d'ailleurs sa stratégie depuis le début...

Les revendications de l'Unef dans le cadre des élections aux Crous

Dans un communiqué envoyé le 5 novembre 2018, l'Unef demande que "des mesures immédiates [soient prises] contre la précarité étudiante" :

- "Une augmentation de 200 € de tous les échelons de bourse,
- l'élargissement du système de bourse à 100 000 nouveaux boursiers et la fin du critère de nationalité dans l'accès aux aides sociales des Crous,
- un plan sur la vie étudiante permettant la généralisation des demi-tarifs étudiants dans les transports et la mise en place de l'encadrement des loyers dans l'ensemble des villes universitaires,
- l'augmentation du budget des Crous afin qu'ils puissent remplir au mieux leur rôle social en embauchant du personnel, en maintenant des tarifs sociaux et abordables dans l'ensemble des logements et points de restauration et en permettant l'accès aux services des Crous partout sur le territoire,
- la mise en place d'hébergements d'urgence au sein des Crous pour les jeunes (notamment LGBTI+) en rupture familiale".

L'Unef précise par ailleurs qu'elle défend "des Crous plus ouverts et

engagés, notamment en matière d'écologie par la construction et la rénovation de logements étudiants de manière à permettre des économies d'énergie." L'organisation étudiante lance également un site dédié aux élections étudiantes : www.electionscrous.fr.